

E-U-R-O-P-A

Ecologie-Unité-Rassemblement-Ouverture-Participation-Ambition

Notre congrès s'inscrit dans un moment politique grave, marqué par des crises internationales majeures et l'accélération des crises environnementales, avec un fort ressentiment collectif sur l'incapacité du politique à faire face aux défis. Cette colère nourrie par l'exacerbation des fractures sociales, l'abandon de territoires entiers, le chômage et la précarisation, se traduit notamment par la montée des extrémismes. Tout cela impose de changer profondément notre approche de l'action politique.

Face cette situation, nous appelons à la responsabilité de chacune et chacun. Nous ne pouvons pas nous permettre un congrès refuge, celui de l'entre-soi, où face au sentiment d'affaiblissement nous pourrions être tentés par un unanimisme de façade en attendant des jours meilleurs, où l'écologie politique gagnerait enfin la majorité culturelle parce qu'elle saurait se « déminoriser ».

Notre conviction est qu'il n'y a pas de place pour l'attentisme. Le temps est à la lucidité. Influencer la marche du monde reste notre ambition collective. Cela nécessite une analyse sans concession de la période passée, y compris de nos erreurs. Nous retrouverons une dynamique parce que nous inscrirons notre action dans ce contexte inédit.

I / RE-affirmer le projet politique des écologistes

Nous réaffirmons l'urgence absolue des réponses aux crises environnementales, en particulier sur le climat, la biodiversité et la santé ; il est irresponsable qu'il y ait encore des politiques publiques et des projets d'aménagement en contradiction avec ces exigences.

Notre responsabilité est de proposer des scénarios crédibles pour *transformer les colibris en Canadair !* Travaillons plus. Nos liens avec les associations, nos élu-e-s locaux et nos parlementaires, nous permettent de définir des propositions, les défendre et les mettre en œuvre. Soyons plus présents sur le champ environnemental sans pour autant désertier l'économique et le social. Dialoguons vraiment avec les forces syndicales et luttons efficacement contre le chômage et contre l'exclusion dans le contexte d'une économie globalisée qui ne peut plus se concevoir régulée dans les anciens cadres nationaux.

Contre les populismes et les nostalgies réinvestissons le projet européen, seul cadre pertinent pour répondre aux grandes crises internationales, à l'urgence de l'accueil des réfugiés, à la coordination démocratique dans la lutte contre le terrorisme. Contre les tentations de repli, replaçons au cœur du

débat politique une vision européenne ambitieuse et crédible, un projet qui parle à une jeunesse souvent désenchantée comme aux habitants oubliés des quartiers populaires.

Le projet écologiste doit être reprécisé dans un échange avec tous les acteurs de terrains et intellectuels. Si nous avons eu souvent raison, notre projet reste perçu comme peu crédible, pas assez étayé, trop vague sur les étapes, les contrats sociétaux et sociaux sur lesquels nous nous appuyons. Aussi, engageons-nous résolument dans ce processus nécessaire à l'avenir de l'écologie politique.

II/ RE-mettre l'écologie en mouvement

Il reste bien peu du formidable espoir suscité par EÉLV, illustré par le succès aux européennes en 2009. Cet échec collectif ne peut être occulté.

Nous représentions un espoir d'alternative politique lié à notre capacité à rassembler des personnalités aux parcours divers. Confirmée aux régionales suivantes, cette dynamique s'est enrayée d'abord sur un fonctionnement refermé sur un petit groupe tenant le parti et se partageant les postes. Nous avons échoué à construire une dynamique avec les réseaux proches qui cherchent une expression politique hors les jeux internes des motions et les copinages. Conçue comme lieu de dialogue, la coopérative n'a jamais été soutenue. L'avenir de l'écologie politique passe par une réflexion approfondie sur un parti-réseau souple, faisant du consensus dynamique une culture commune, au lieu du ridicule de nous départager par votes à quelques un-es en AG locales. Retrouvons des modes de dialogue respectueux qui n'opposent plus mais qui construisent l'intelligence collective avec l'expérience de chacun ! La réforme de nos fonctionnements dont nos modes de désignation interne et externe, sera notre priorité. Il y aura refondation à partir de l'organisation de conventions. À l'échelle d'E-U-R-O-P-A nous nous engageons déjà à ne pas fonctionner comme une écurie et un distributeur de postes.

III/ RE-nouer avec l'action publique par l'autonomie contractuelle

Avec l'accord de 2011 entre EÉLV et le PS nous avons fait preuve d'une maturité politique nouvelle. Nous transformions le rapport de force construit lors des élections précédentes en perspectives d'actions publiques ambitieuses, notamment pour la transition énergétique. L'inscription de la politique gouvernementale sur une ligne sociale-libérale a bien sûr rendu difficile cette déclinaison et notre action au sein des majorités parlementaires et gouvernementale.

La décision unilatérale de ne pas participer au gouvernement Valls, même confirmée par notre Conseil fédéral, fut une erreur de méthode. Sur la forme d'abord, l'annonce personnelle avant toute

décision collective a fragilisé le mouvement et créé un précédent. Nous souhaitons revenir à une forme de discipline collective, gage d'efficacité.

Ce départ a rompu avec une patiente construction de notre crédibilité, bâtie dans les exécutifs locaux et régionaux entre autres. Nous avons ainsi perdu le fil avec une part de nos sympathisants et électeurs qui nous avaient donné mandat, élection après élection, pour exercer ces responsabilités dans l'urgence de la crise écologique. Le départ était probablement inéluctable, en constatant des désaccords indépassables *a posteriori*, mais refuser *a priori* les ministères de la transition énergétique et de la négociation climatique à la veille de la COP, a été une erreur qui explique, en partie, notre perte d'influence.

De même, le choix de campagnes régionales peu adossées aux bilans souvent remarquables de nos élus régionaux illustre l'éloignement d'EÉLV d'une culture de l'action publique ; un travers qui fait faussement rimer gestion et immobilisme avec un soupçon de populisme anti-élus. De plus, ces élections régionales ont montré que les cartels électoraux avec la gauche radicale étaient une impasse. Persister dans cette voie serait une grave erreur qui nous condamnerait à n'être plus qu'une force contestataire, sans emprise sur le réel.

Pour autant, nous ne considérons pas que les conditions étaient réunies pour un retour au gouvernement. Le débat sur la déchéance de nationalité a divisé inutilement la gauche et profondément heurté tous les démocrates attachés à l'égalité de nos concitoyens. La réforme du code du travail donne le sentiment d'un gouvernement à l'écoute du seul patronat. La priorité à l'écologie affichée lors de la COP 21 ne se vérifie pas. Après les départs de parlementaires, une décision personnelle a encore primé sur toute approche collective, contribuant à la fragilisation d'EÉLV. Nous excluons évidemment et sans ambiguïté tout retour au gouvernement avant 2017. Dans tous les cas, cette question est derrière nous.

La reconstruction du mouvement s'opérera en assumant pleinement notre volonté de conduire l'action publique sur la base de contrats fermement négociés à partir de rapports de force électoraux, en créant des synergies entre lutte de terrains – dont Notre-Dame-des-Landes est aujourd'hui une incarnation – et présence assumée dans les institutions. D'autres partis écologistes en Europe montrent que notre réformisme radical peut se concrétiser en politiques ambitieuses. Non, nous ne sommes pas une simple force de contestation, un contre-pouvoir n'influençant l'action publique que par l'activisme extérieur. Oui, nous constituons un mouvement politique voulant être en responsabilité, se confrontant à la complexité de l'action publique, capable de stratégie par étape, s'inscrivant dans une culture de contrats avec les autres forces sociales et politiques. **C'est l'autonomie contractuelle.** Il faut casser l'idée que l'accord politique avec d'autres forces de gauche ne fait plus de nous qu'une force d'accompagnement. Il nous faut évidemment être vigilants, refuser

les participations alibis et être en capacité de jauger en permanence la qualité d'un accord en s'appuyant sur une plus grande participation citoyenne.

C'est cette image assumée d'un mouvement écologiste fort que nous voulons aujourd'hui reconstruire en valorisant le travail de nos élu-es, en écho avec les initiatives de terrain qui portent de réels espoirs dans la construction d'une alternative (Alternatiba, ESS, éduc pop., services, recycleries, bio, AMAP, condition animale, protection de la nature...). Avec les acteurs de l'écologie au quotidien nous devons préparer une nouvelle génération pour les municipales de 2020, rendez-vous important de notre reconstruction, avec une organisation efficace de la formation et une exigence de rajeunissement.

IV / RE-travailler une nouvelle offre politique à gauche capable de conjuguer écologie et solidarité

Disloquée par le tournant social-libéral de la mandature, sidérée par la brutalité dont peut faire preuve le Premier ministre, la gauche est à un niveau d'affaiblissement inconnu, entre abstention désenchantée et fuite des classes populaires qui trouvent dans le Front national le porte-voix de leurs colères. Le retour annoncé d'une droite ultra-libérale qui accélérerait le détricotage du contrat social n'est pas inéluctable. Nous participerons à la construction d'une dynamique redonnant espoir dans une gauche moderne et écologiste, tournée vers l'avenir.

C'est dans cet esprit que nous devons aborder la présidentielle. Des candidatures contestataires ou de témoignage n'aboutiront qu'à conforter l'idée qu'une seule offre politique en capacité de gestion existe à gauche, celle d'un candidat social-libéral qui serait paradoxalement renforcée.

Notre responsabilité, tout en reconstruisant notre parti, est de générer une offre politique fédératrice, rassemblant celles et ceux qui se retrouvent dans les mêmes priorités sur les urgences environnementales et sociales. L'importance des déstabilisations dans tous les « mondes de gauche » – y compris au sein du PS – est une opportunité pour faire émerger une force nouvelle pluraliste respectueuse de ses cultures d'origine, suffisamment expérimentée dans la conduite des affaires publiques pour contester les socio-libéraux sur le terrain de la crédibilité.

La primaire de la gauche et des écologistes est l'occasion pour dessiner les contours de cette nouvelle force dont on ne sait, aujourd'hui, si elle sera réseau, fédération, confédération ou mouvement unifié. Nous nous y engageons, convaincus que le temps n'est plus à la reproduction des campagnes précédentes.

En cas d'échec de la primaire, notre présence à l'élection présidentielle devra faire l'objet d'un débat à l'automne qui tienne compte du contexte politique pour faire émerger une solution crédible et construire une alternative écologiste et sociale. La candidature de Nicolas Hulot pourrait s'inscrire

dans cette logique. L'élaboration d'une plate-forme citoyenne de l'écologie portée par EÉLV et ouverte à toute la galaxie écolo, pourra nous permettre de peser sur toute la séquence électorale présidentielle/législatives, contribuer à la construction d'un pôle social et écologiste novateur qui aura besoin pour son développement de présences parlementaires.

L'écologie politique n'a plus vocation à être le cri d'alerte perpétuel de sociétés qui s'abiment mais bien à être l'acteur majeur d'une dynamique des solutions. C'est notre ambition. Elle passe aussi par notre capacité de remise en cause et de prise de risque tant dans nos stratégies et fonctionnement interne que dans la ré-interrogation permanente et ouverte d'une pensée qui ne peut se complaire dans les paradigmes figés.

Ensemble et avec d'autres refondons l'écologie politique.